

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 mars 2006

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative aux conditions de vie déplorables
au nord de l'Ouganda et au rôle joué par
la *Lord Resistance Army* à cet égard**

(déposée par M. Miguel Chevalier
et Mme Hilde Vautmans)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 maart 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de erbarmelijke levensomstandig-
heden in Noord-Oeganda en de rol van
het «*Lord Resistance Army*» hierin**

(ingediend door de heer Miguel Chevalier
en mevrouw Hilde Vautmans)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour Jan Egeland, secrétaire général adjoint des Nations unies, en charge de l'aide humanitaire, c'est l'une des pires catastrophes humanitaires dans le monde. Selon *Human Rights Watch*, plus d'1,6 million de personnes sont en fuite. Il s'agit de 90 % de la population des districts septentrionaux de Gulu, Kitgum et Pader. Il convient encore d'y ajouter des dizaines de milliers de personnes qui ont fui les violences mais ne séjournent pas dans les camps de réfugiés. Il ressort de l'enquête WHO/UNICEF/WFP/UNFPA/IRC de juillet 2005 que, chaque semaine, 1000 personnes périssent dans les camps en raison des conditions de vie dégradantes. Ces chiffres sont encore plus élevés que pour la plus pire situation du Darfour. Or, ils n'englobent même pas le nombre de morts victimes des violences de la guerre.

Nous nous intéressons aux conditions de vie qui règnent dans le nord de l'Ouganda.

La *Lord Resistance Army* (LRA) de Joseph Kony y est active depuis presque 20 ans. Le groupe de rebelles qui soutenait initialement la population des Acholi contre le gouvernement ougandais dans le nord de l'Ouganda s'est retourné contre son propre peuple. Jusqu'à présent, quelque 20 000 enfants ont été enlevés. Au cours de leur formation militaire, beaucoup d'entre eux ont été obligés à retourner dans leurs villages pour y trancher la gorge de parents proches. C'est ainsi que l'on coupe définitivement les liens avec la famille et que les jeunes enfants soldats ne peuvent plus revenir en arrière. Les filles enlevées sont utilisées, d'une part, comme esclaves sexuelles pour les soldats et, d'autre part, comme source potentielle de nouvelles recrues. «*End this African horror story*,» supplie John Prendergast, conseiller du président d'*International Crisis Group*, dans une interview accordée au *Washington Post*. On ne compte plus le nombre de personnes assassinées par la LRA. Presque deux millions d'Ougandais ont dû fuir leurs villages. Ils sont hébergés dans des camps aménagés par le gouvernement. Souvent, il s'agit d'un transfert forcé vers ce type de camps. Selon l'UPDF (*Uganda Peoples Defence Force*) c'est pour mieux garantir la sécurité.

Mais ce ne sont probablement pas les seules raisons. L'armée ougandaise essaie également de dépeupler la campagne afin d'empêcher toute collaboration avec la LRA et de faciliter les opérations militaires; toute personne qui se trouve en dehors des camps est suspecte par définition. Le fait que des milliers d'enfants soient contraints de marcher pendant des kilomètres tous les jours pour passer la nuit en ville par crainte d'enlèvements montre que l'armée ougandaise ne peut garantir

DAMES EN HEREN,

Jan Egeland, adjunct secretaris-generaal van de Verenigde Naties, belast met humanitaire hulp, noemt het één van 's werelds ergste humanitaire rampen. Volgens *Human Rights Watch* zijn er meer dan 1,6 miljoen mensen op de vlucht. Het gaat om 90% van de bevolking in de noordelijke districten Gulu, Kitgum en Pader. In dit cijfer moeten ook nog vele tienduizenden worden opgenomen die het geweld zijn ontvlucht maar niet in de vluchtelingenkampen verblijven. Uit het WHO/UNICEF/WFP/UNFPA/IRC survey van juli 2005 blijkt dat er wekelijks 1000 mensen omkomen in de kampen als gevolg van mensonwaardige levensomstandigheden. Dit zijn cijfers die hoger liggen dan de ergste Darfur-situatie. Het aantal doden als gevolg van oorlogsgeweld is hier dan nog niet in opgenomen.

We hebben het over de levensomstandigheden in Noord-Oeganda.

Bijna 20 jaar is het «*Lord Resistance Army*» (LRA) van Joseph Kony er actief. De rebellengroep die aanvankelijk de Acholi – bevolking, tegen de Oegandese regering, in Noord-Oeganda steunde keerde zich tegen zijn eigen volk. Tot nog toe zijn er ongeveer 20 000 kinderen ontvoerd. Tijdens hun militaire opleiding werden er velen verplicht om naar hun dorpen terug te keren en aldaar de keel van familieleden over te snijden. De banden met het thuisfront worden op die manier definitief verbroken, er is geen weg terug meer voor de jonge kindsoldaten. De ontvoerde meisjes worden enerzijds gebruikt als seksslavinnen voor de soldaten en anderzijds als potentiële leverancier voor nieuwe soldaten. «*End this African horror story*,» smeekt John Prendergast, adviseur van de voorzitter van de *International Crisis Group*, in een interview voor de *Washington Post*. Hoeveel mensen het LRA al vermoord heeft is niet meer bij te houden. Bijna 2 miljoen Oegandezers zijn uit hun dorpen moeten vluchten. Ze worden opgevangen in kampen die door de regering zijn ingericht. Vaak betreft het een verplichte verhuis naar dergelijke kampen. Volgens het UPDF (*Uganda Peoples Defence Force*) is dit om de veiligheid beter te kunnen verzekeren.

Dit zullen evenwel niet de enige motieven zijn. Het Oegandese leger wil ook het platteland ontvolken om collaboratie met het LRA tegen te gaan, daarnaast vergemakkelijkt de ontvolking ook de militaire operaties; wie zich buiten de kampen bevindt, is per definitie verdacht. Dat dagelijks duizenden kinderen vele kilometers moeten wandelen om in de stad te overnachten uit vrees voor ontvoeringen toont aan dat het Oegandese leger de veiligheid niet kan garanderen. Dit moet wel

la sécurité. Il convient toutefois de nuancer ce constat. L'armée confie souvent le maintien de la sécurité à des unités de défense locales ou à des milices, qui, la plupart du temps, ne sont pas à même de mener à bien cette tâche.

Le terrain d'action de la LRA s'étend du nord de l'Ouganda au sud du Soudan, où elle a longtemps été tolérée et où elle a même bénéficié du soutien du gouvernement. Depuis peu, des opérations de la LRA sont également signalées à l'est du Congo. La raison en est encore incertaine, mais il pourrait s'agir d'une tentative de se joindre à d'autres groupements rebelles afin de continuer à déstabiliser la région. Le groupement rebelle est un facteur fortement perturbateur pour le rétablissement de la paix et de la stabilité en Afrique centrale.

Différentes initiatives ont déjà été prises dans le but de mettre fin au conflit, mais elles n'ont pas été couronnées de succès.

L'armée ougandaise ne se montre pas capable de vaincre l'armée des rebelles. Elle est freinée, à cet égard, par les mouvements des rebelles au-delà des frontières de l'Ouganda, au Soudan et au Congo. Cette explication n'est cependant pas suffisante. En effet, l'armée ougandaise ne parvient pas à sécuriser les camps de réfugiés. Plus encore, elle commet elle-même régulièrement des exactions à l'égard de sa propre population, allant de la torture et du pillage au viol. Cela montre le manque de moral, de discipline et de contrôle qui affecte l'armée. Ce problème est cependant nié par les autorités ougandaises. Elles affirment que tous les abus sont sévèrement punis par des peines pouvant aller jusqu'à la peine capitale.

Afin de trouver une solution par le biais de la concertation diplomatique, le président Y.K. Museveni a chargé l'ancienne première ministre Betty Bigomba de négocier avec les rebelles. Ces négociations n'ont donné aucun résultat significatif. Fin octobre, elle était très proche d'un accord, mais cet accord n'a pas abouti à cause de l'attitude peu constructive du gouvernement ougandais.

La communauté internationale a, elle aussi, déjà entrepris un certain nombre de tentatives en vue de trouver une solution par la voie du dialogue. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège et les Pays-Bas forment le quartet informel des «pays préoccupés» cherchant une stratégie qui permette de mettre fin au conflit. Jusqu'à présent, la principale réalisation à leur actif est l'*Amnesty Act* qui accorde l'amnistie aux membres de la LRA qui renient cette organisation. Ils exercent notamment des pressions à cet effet, en menaçant d'une réduction de l'aide financière.

enigszins genuanceerd worden. De beveiliging wordt door het leger veelal overgelaten aan *local defense units* of milities die meestal niet opgewassen zijn tegen deze taak.

Het actieterrein van het LRA strekt zich uit van het noorden van Oeganda tot het zuiden van Soedan, waar het lange tijd werd gedoogd en zelf regeringssteun kreeg. Sinds kort zijn er ook operaties van het LRA gemeld in het oosten van Congo. De reden daarvan is vooralsnog onduidelijk. Maar het kan een poging zijn om zich aan te sluiten bij andere rebellengroepen om zo het gebied verder te destabiliseren. De rebellengroep is een ernstig storende factor om van Centraal-Afrika een gebied van vrede en stabiliteit te maken.

Verschillende initiatieven zijn al genomen om het conflict te beëindigen, maar dit zonder succes.

Het Ugandese leger blijkt niet in staat te zijn het rebellenleger te verslaan. Hierbij worden ze geremd door de bewegingen van de rebellen over de Ugandese grenzen in Soedan en Congo. Dit is evenwel geen afdoende verklaring. Het Ugandese leger slaagt er immers niet in om de vluchtelingenkampen te beveiligen. Meer nog, regelmatig begaan ze zelf misdrijven tegen de eigen bevolking gaande van marteling en plunderen tot verkrachting. Een teken van een zwakke moraal, gebrek aan discipline en gebrek aan controle. Dit wordt evenwel ontkent door de Oegandese autoriteiten. Deze stelt dat alle misbruiken zwaar worden bestraft, zelfs executie sluiten ze niet uit.

Om via diplomatiek overleg een oplossing te vinden, stelde president Y.K. Museveni voormalig minister Betty Bigomba aan om met de rebellen te onderhandelen. Dit zonder significante resultaten. Einde oktober stond ze erg dicht bij een akkoord, maar dit werd teniet gedaan door een niet al te constructieve Ugandese regeringsofstelling.

Ook binnen de internationale gemeenschap zijn al een aantal pogingen ondernomen om via dialoog te komen tot een oplossing. De VS, VK, Noorwegen en Nederland vormen het informeel kwartet van «bezorgde landen» die een strategie zoeken om het conflict te beëindigen. De *Amnesty Act* waarbij leden van LRA amnestie krijgen als ze het LRA afzweren is tot nog toe hun belangrijkste verwezenlijking. Dit mede door druk te zetten door te dreigen met een vermindering van financiële steun.

Le président Museveni a alors saisi la Cour pénale internationale. Le 13 octobre 2005, ce tribunal a délivré cinq mandats d'arrêt à l'encontre de dirigeants de la LRA. Les autorités ougandaises et congolaises, signataires des statuts de la convention de Rome, ont été invitées à exécuter ces mandats d'arrêt. Elles n'y sont pas parvenues jusqu'à présent. La réaction de la LRA ne s'est pas fait attendre. Depuis le lancement du mandat d'arrêt, les ONG humanitaires sont, elles aussi, assaillies. Des collaborateurs du *World Food Program*, de CARITAS et d'ACCORD ont été brutalement assassinés.

Toutes les initiatives prises jusqu'à présent n'ont guère débouché sur des résultats importants. Une nouvelle stratégie s'impose dès lors pour résoudre le conflit, ainsi que le propose également l'*International Crisis Group*, un groupe de recherche indépendant spécialisé en prévention des conflits. Cette stratégie s'articule autour de deux volets, l'un militaire et l'autre non militaire.

Pour ce qui est de la stratégie militaire, nous ne pouvons nous limiter à l'armée ougandaise.

Encore qu'il ne faille pas en sous-estimer la force. C'est ainsi que la défense ougandaise dispose de moyens considérables. La moitié du budget ougandais est financé par des donateurs, dont 9,1% ou 165 millions d'euros sont affectés à la défense. La garde présidentielle dispose par ailleurs de 10 000 soldats, la force terrestre de 54 000 soldats, la force aérienne de 1 200 soldats et il y a en outre quelques milliers de *Local Defense Units*. Il convient d'y ajouter 14 000 policiers et 30 200 milices relevant du ministère de l'Intérieur. Cela signifie que l'on dénombre en Ouganda 109 400 forces armées et des milliers de *Local Defense Units*. En d'autres termes, si l'armée ougandaise ne manque pas de moyens, c'est plutôt l'utilisation judicieuse de ceux-ci qui pose problème.

Étant donné que la LRA opère aussi au-delà des frontières ougandaises, une collaboration régionale et internationale s'impose. Cette collaboration doit se concentrer en premier lieu sur l'exécution de mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale. L'arrestation des chefs de la LRA peut en effet entraîner la désorganisation de l'armée rebelle et la reddition d'un grand nombre de ses membres. Plusieurs acteurs pourraient en l'occurrence jouer un rôle de premier plan. Nous songeons en premier lieu au «quartette», le groupe de pays qui se réunissent de manière informelle pour examiner la situation en Ouganda. La non-reconnaissance de la Cour pénale internationale par l'un de ces pays, à savoir les États-Unis, limitera la disposition du quartette à

President Museveni richtte zich dan tot het Internationaal Strafhof. Op 13 oktober 2005 vaardigde dit tribunaal 5 arrestatiebevelen uit tegen bevelhebbers van het LRA. Hierbij werd aan de Ugandese en Congolese autoriteiten, die de statuten van het verdrag van Rome ondertekenden, gevraagd om de arrestatiebevelen uit te voeren. Tot nog toe zijn ze daar niet in geslaagd. De reactie van het LRA bleef niet uit. Sinds het arrestatiebevel is uitgevaardigd worden ook humanitaire NGO's belaagd. Medewerkers van onder meer het *World Food Program*, CARITAS en ACCORD werden brutaal vermoord.

Alle initiatieven die tot nog toe genomen zijn hebben geen belangrijke resultaten opgeleverd. Een nieuwe strategie is dan ook noodzakelijk om het conflict op te lossen, zoals ook wordt voorgesteld door de *International Crisis Group*, een onafhankelijke onderzoeksgroep die zich gespecialiseerd heeft in conflictpreventie. Deze strategie kunnen we opsplitsen in twee componenten, een militaire en een niet-militaire.

Wat betreft de militaire strategie mogen we ons niet beperken tot het Oegandese leger.

Ook al mogen we de sterkte ervan niet onderschatten. Zo beschikt de Ugandese defensie over heel wat middelen. De helft van het Ugandese budget wordt door donors gefinancierd waarvan 9,1% of 165 miljoen euro naar defensie gaat. Verder beschikt de presidentiële garde over 10 000 soldaten, de landmacht 54 000, de luchtmacht 1 200 en daarnaast nog enkel duizenden *Local Defense Units*. Onder het ministerie van Binnenlandse Zaken mag men daar nog 14 000 politiemensen en 30 200 milities bijtellen. Dit betekent dat er in Uganda 109 400 gewapende krachten zijn plus de duizenden *Local Defense Units*. Het Oegandese leger heeft met andere woorden geen gebrek aan middelen, het probleem ligt eerder bij de oordeelkundige inzet ervan.

Het opereren tot buiten de grenzen van Uganda van het LRA maakt regionale en internationale samenwerking noodzakelijk. Deze dient zich dan in eerste instantie te richten op de uitvoering van de arrestatiebevelen van het Internationaal Strafhof. De arrestatie van de kopstukken van het LRA kan er immers toe leiden dat de organisatie van het rebellenleger uit elkaar valt en dat tal van rebellen zich over geven. Verschillende actoren kunnen hierbij op de voorgrond treden. In eerste instantie denken we aan het «kwartet», de groep van landen die zich, informeel, verenigd om de situatie in Oeganda te behandelen. De niet-erkenning van het Internationaal Strafhof door één van de landen, namelijk de VS, zal de bereidwilligheid van het kwartet beperken

exécuter les arrêts de la Cour pénale internationale. Une deuxième option, plus réalisable, consiste en un appui de l'ONU. Or, le président Museveni ne tient pas les Nations unies en haute estime et il ne tolérera aucune immixtion dans le nord de l'Ouganda. Comme nous l'avons déjà souligné, la LRA se déploie également en dehors de l'Ouganda, au Soudan et au Congo. Ce sera donc en premier lieu hors des frontières de l'Ouganda que l'ONU pourra démontrer son utilité en arrêtant les membres de la LRA. Des forces de maintien de la paix de l'ONU, respectivement l'UNMIS et la MONUC, sont présentes tant au Soudan qu'en RDC (République démocratique du Congo). Le mandat de ces missions de paix est toutefois limité. S'il était étendu, ces troupes internationales pourraient être utilisées pour recueillir des informations ou pour surveiller les déplacements de la LRA. Elles pourraient en outre protéger plus efficacement les populations locales en effectuant notamment des contrôles routiers et en limitant ainsi la liberté de mouvement de la LRA. Avec un appui militaire moderne fourni par les alliés occidentaux, sous l'égide de l'ONU, l'armée ougandaise devrait alors être en mesure de réprimer l'armée rebelle.

Une stratégie militaire seule ne suffira pas. Il convient également de prendre des mesures complémentaires. À ce jour, la concertation diplomatique n'a pas donné de résultats. On pourrait peut-être amener des officiers et des soldats de la LRA, contre récompense, à tourner le dos à leurs leaders et à fournir des informations précieuses aux autorités ougandaises. La prudence est toutefois de mise, car les activités de la LRA sont d'une cruauté extrême et la population ougandaise aurait du mal à accepter que les agresseurs soient récompensés et amnistiés en échange uniquement de leur reddition et de la communication d'informations. Par ailleurs, les arrêts de la Cour pénale internationale limiteront nettement leur crédibilité.

L'ONU peut encore prendre des mesures de soutien complémentaires. Jusqu'à présent, l'Ouganda n'a jamais constitué une priorité au sein des Nations Unies, ce qui est assez singulier, étant donné les efforts déployés par l'ONU pour faire de l'Afrique centrale une zone de paix et de stabilité. Néanmoins, l'ONU a adopté en son sein une résolution qui oblige ses membres à lutter contre la livraison d'armes et contre l'entraînement et le soutien de groupements armés dans l'est du Congo. Vu les récentes activités, la présente résolution s'applique également à la *Lord Resistance Army* (LRA). Aucune action n'est toutefois entreprise.

Outre l'extension du mandat de ses forces de sécurité, l'ONU peut également jouer le rôle de forum pour

om de arresten van het Internationaal Strafhof door te voeren. Een tweede, en meer haalbare optie, is een ondersteuning door de VN. President Museveni loopt evenwel niet hoog op met de VN en zal geen inmenging in Noord-Oeganda dulden. Zoals eerder vermeld beweegt het LRA zich ook buiten Uganda in Soedan en Congo. Het zal dus in eerste instantie buiten de grenzen van Uganda zijn dat de VN haar nut kan bewijzen in de arrestatie van leden van het LRA. Zowel in Sudan als in DRC (Democratische republiek Congo) is er een VN vredesmacht aanwezig, respectievelijk UNMIS en MONUC. Het mandaat van deze vredesmissies is evenwel beperkt. Door een uitbreiding ervan kunnen deze internationale troepen worden gebruikt om informatie te verzamelen of om de bewegingen van het LRA in kaart te brengen. Verder kunnen ze de plaatselijke bevolking beter beschermen door onder meer wegcontroles uit te voeren en zo de bewegingsvrijheid van het LRA in te perken. In combinatie met moderne militaire ondersteuning van westerse bondgenoten, onder autoriteit van de VN, moet het Oegandese leger dan in staat worden geacht het rebellenleger te onderdrukken.

Een militaire strategie alleen zal niet afdoende zijn. Ondersteunende maatregelen dienen ook ondernomen te worden. Diplomatiek overleg is tot nog toe niet succesvol geweest. Via beloningen kan men officieren en soldaten van het LRA er misschien toe aanzetten om de rug toe te keren naar hun leiders en belangrijke informatie over te dragen aan de Oegandese autoriteiten. Hierbij moet men wel voorzichtig zijn. Zo zijn de activiteiten van het LRA erg gruwelijk en is het voor de Ugandese bevolking moeilijk te aanvaarden dat de agressor een beloning en amnestie krijgt enkel en alleen in ruil voor hun overgave en het verschaffen van informatie. Daarnaast zal de geloofwaardigheid ervan sterk beknot zijn door de arresten van het Internationaal Strafhof.

De VN kan nog verdere ondersteunende maatregelen nemen. Tot nog toe is Uganda nooit een prioriteit geweest binnen de VN. Dit is vrij opmerkelijk gezien de inspanningen van de VN om van Centraal-Afrika een gebied te maken van vrede en stabiliteit. Nochtans is er binnen de VN een resolutie goedgekeurd die de leden van de VN ertoe verplicht om de levering van wapens, de training en ondersteuning van gewapende groeperingen te bestrijden in het oosten van Congo. Deze resolutie is, gezien de recente activiteiten, ook van toepassing op het LRA. Acties blijven evenwel uit.

Naast het uitbreiden van het mandaat van de VN-veiligheidstroepen, kan de VN ook als forum fungeren

impliquer plus étroitement les États-Unis, l'Union européenne et l'Union africaine et les inciter à entreprendre des actions ciblées. C'est ainsi qu'ils peuvent encourager le nouveau gouvernement régional du Sud-Soudan et le Congo, par exemple par le biais de récompenses économiques, à durcir leurs interventions contre la LRA. En effet, jusqu'à présent, les troupes de la LRA peuvent circuler librement dans la région frontalière entre l'Ouganda, le Congo et le Soudan sans que des actions soient menées contre leur violation des frontières territoriales.

Bref, les victimes directes des exactions commises par la LRA ne sont pas elles-mêmes en mesure de se défendre. Il importe dès lors que la communauté internationale leur vienne en aide, à la fois sur les plans militaire et non militaire. L'anéantissement de la LRA ne doit cependant pas être une fin en soi.

Il importe dès lors que des actions humanitaires ciblées soient entreprises à long terme pour faire en sorte que la vie reprenne son cours normal dans le nord de l'Ouganda, ce qui peut prendre plusieurs générations.

om de VS, de EU en de Afrikaanse Unie nauwer te betrekken en te stimuleren in het ondernemen van gerichte acties. Zo kunnen ze de nieuwe regionale regering van Zuid-Soedan en Congo er toe aanzetten, bijvoorbeeld via economische beloningen, om harder op te treden tegen het LRA. Tot nog toe kan het LRA immers vrij bewegen in het grensgebied van Oeganda, Congo en Soedan zonder dat er acties worden ondernomen tegen hun schending van de territoriale grenzen.

Kortom, de directe slachtoffers van de wandaden van het LRA zijn zelf niet bij machte om zich te verweren. Het is dan ook belangrijk dat de internationale gemeenschap te hulp schiet, dit zowel op militair als niet – militair vlak. De vernietiging van het LRA mag echter geen doel op zich zijn.

Het is dan ook belangrijk dat er op lange termijn doelgerichte humanitaire acties worden ondernomen om het leven in Noord-Oeganda terug normaal te laten verlopen. Dit kan verschillende generaties duren.

Miguel CHEVALIER (VLD)
Hilde VAUTMANS (VLD)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

1. considérant que le conflit opposant la *Lord Resistance Army* de Joseph Kony au gouvernement ougandais dure depuis vingt ans;

2. vu les près de deux millions de personnes qui sont hébergées, volontairement ou non, dans des camps de réfugiés afin d'être protégées contre les atrocités commises par la *Lord Resistance Army*;

3. vu les conditions de vie épouvantables qui règnent dans les camps de réfugiés où périssent chaque semaine mille personnes;

4. considérant que l'armée ougandaise est considérée comme une des plus puissantes d'Afrique centrale, mais qu'elle ne parvient pas à anéantir la LRA par une politique délibérée de répartition des tâches;

5. considérant que la LRA ne respecte pas les frontières nationales fixées par des traités internationaux et se déplace à l'intérieur des frontières du Soudan et du Congo;

6. vu les crimes atroces que perpète la LRA, notamment l'enlèvement d'enfants afin de les utiliser comme soldats ou de commettre des abus sexuels;

7. vu les milliers d'enfants qui doivent parcourir des kilomètres chaque jour afin de passer la nuit dans les villes, qui sont plus sûres ;

8. considérant que la LRA est un facteur de déstabilisation en Afrique centrale;

9. vu les mandats d'arrêts décernés par la Cour pénale internationale à l'encontre de cinq commandants de la LRA;

10. vu la présence de missions de paix des Nations unies au Soudan;

11. vu la présence de missions de paix des Nations unies au Congo, qui ont un mandat pour combattre les *negative forces*;

12. vu la résolution 1493 du Conseil de sécurité des Nations unies qui incite les membres de l'ONU à empêcher la fourniture d'armes ou d'un autre type d'assistance militaire aux groupes armés opérant dans l'est du Congo;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

1. overwegende het 20-jarig durende conflict tussen het *Lord Resistance Army* van Joseph Kony en de Ugandese regering;

2. overwegende de bijna 2 miljoen mensen die, al dan niet vrijwillig, in vluchtelingenkampen worden opgevangen ter bescherming tegen de verschrikkelijke daden van het *Lord Resistance Army*;

3. overwegende de gruwelijke levensomstandigheden in de vluchtelingenkampen waar wekelijks duizend mensen om het leven komen;

4. overwegende dat het Ugandese leger als één van de sterkste legers van Centraal-Afrika beschouwd wordt maar door een bewuste politiek van taakverdeling er niet in slaagt het LRA terecht te stellen;

5. overwegende dat het LRA de landsgrenzen niet respecteert die zijn vastgelegd in internationale verdragen en zich beweegt binnen de grenzen van Sudan en Congo;

6. overwegende de gruwelijke misdaden waaraan het LRA zich schuldig maakt, waaronder het kidnappen van kinderen om ze in te zetten als soldaten of voor seksueel misbruik;

7. overwegende de duizenden kinderen die dagelijks kilometers moeten wandelen om de nacht door te brengen in de veiligere steden;

8. overwegende dat het LRA een destabiliserende factor is in Centraal- Afrika;

9. overwegende de arrestatiebevelen uitgesproken door het Internationaal Strafhof tegen 5 commandanten van het LRA;

10. overwegende de aanwezigheid van VN vredesmissies in Sudan;

11. overwegende de aanwezigheid van VN vredesmissies in Congo die een mandaat hebben om *negative forces* te bekampen;

12. overwegende resolutie 1493 van de VN Veiligheidsraad die de leden van de VN ertoe aanzetten om het leveren van wapens of het verschaffen van andere militaire assistentie aan gewapende groeperingen in het oosten van Congo tegen te gaan.

13. vu les violations des traités internationaux en matière de droits de l'homme et de territorialité;

14. vu les efforts déployés par la Belgique pour faire de l'Afrique centrale une zone de stabilité et de paix;

15. vu les nombreux efforts diplomatiques de Betty Bigomba;

16. vu les nombreux efforts diplomatiques d'autres acteurs internationaux;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner sévèrement les activités de la LRA;
2. d'attirer l'attention du gouvernement ougandais sur sa responsabilité dans la protection de sa propre population;
3. d'inscrire le conflit qui touche le nord de l'Ouganda en tant que point prioritaire à l'ordre du jour des Nations unies;
4. d'imposer le respect des conventions internationales relatives aux droits de l'homme dans le nord de l'Ouganda;
5. d'insister auprès de la communauté internationale pour qu'elle prête une assistance militaire à l'armée ougandaise dans sa lutte contre la LRA, sans perturber l'équilibre des forces dans la région;
6. d'encourager la communauté internationale à mettre sur pied une action humanitaire durable et ciblée en vue de ramener les réfugiés des camps et les enfants soldats dans leur environnement et habitat d'origine.

17 mars 2006

13. overwegende de schendingen van internationale verdragen inzake mensenrechten en territorialiteit;

14. overwegende de inspanningen van België om van Centraal-Afrika een gebied te maken van stabiliteit en vrede;

15. overwegende de talrijke diplomatieke inspanningen van Betty Bigomba;

16. overwegende de talrijke diplomatieke inspanningen van andere internationale actoren;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. om de activiteiten van het LRA scherp te veroordelen;
2. om de Ugandese regering te wijzen op haar verantwoordelijkheid bij de bescherming van de eigen bevolking;
3. om het conflict in Noord-Oeganda als prioritair punt op de agenda van de Verenigde Naties te brengen;
4. om de internationale verdragen inzake mensenrechten in Noord-Oeganda af te dwingen;
5. om er bij de internationale gemeenschap op aan te dringen het Ugandese leger militair bij te staan in de strijd tegen het LRA, zonder het regionaal machtsevenwicht te verstoren;
6. om de internationale gemeenschap te motiveren om een langdurige en doelgerichte humanitaire actie op zetten om de vluchtelingen in de kampen en de kindsoldaten te reïntegreren in hun oorspronkelijke woon – en leefomgeving.

17 maart 2006

Miguel CHEVALIER (VLD)
Hilde VAUTMANS (VLD)